



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-6 – du 21 mars au 5 avril 2019

- Le taux de croissance du PIB réévalué à 2,6 % pour l'année 2018.
- L'Espagne notifie à Bruxelles un déficit de 2,6 % du PIB en 2018 et sortira du « bras correctif » de la procédure européenne de déficit excessif.
- L'Institut de Crédit Officiel lance sa première émission d'obligations vertes, pour 500 M €.
- L'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) nomme l'Espagnol Sergio Álvarez membre de son Conseil d'administration.

Indicateurs macro			Marchés financiers		
				Cette semaine	Numéro précédent
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T4 2018			
Croissance PIB (g.a)	+2,6 %				
Indice de Production Industrielle (g.a)	-0,3 %	02/19	IBEX 35	9 510,3	9 342,2
Dette (% du PIB)	98,3 %	T3 2018	Rendement bon à 10 ans (%)	1,098	1,186
Déficit public (% du PIB)	-2,6 %	T4 2018	Prime de risque (pp)	1,096	1,101
Exportations (g.a)	-1,3 %	01/19	Emploi		
Importations (g.a)	+0,9 %	01/19	Taux de chômage (données cvs)	14,5 %	T4 2018
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,7 %	02/19	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+169 700	T4 2018

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

La position extérieure nette (PEN) de l'Espagne s'améliore en 2018 (-77 % du PIB contre -83 % fin 2017). D'après les données de la Banque d'Espagne, la PEN de l'Espagne s'est établie à -932 Md € en 2018 contre -974 en 2017, tirée par une capacité de financement positive mais décroissante qui s'élève à 17,6 Md € en 2018, soit 1,5 % du PIB (contre 2,1 % en 2017)¹. Malgré une évolution favorable après avoir atteint des niveaux proches de 100 % en 2014, la PEN espagnole reste largement débitrice et éloignée des niveaux considérés comme équilibrés².

Le taux de croissance annuelle du PIB s'élève à 2,6 % en 2018. L'INE a légèrement revu à la hausse sa première estimation de fin janvier (+0,1 p.p.). La croissance trimestrielle du PIB s'établit ainsi à 0,6 % au T4 2018, contre +0,5 % t/t au T3. Par rapport à 2017 (croissance annuelle de +3,0 %), la demande nationale reste stable (contribution de +2,9 p.p. à la croissance), mais la contribution du secteur extérieur devient négative (-0,3 p.p. contre +0,1 p.p. en 2017).

MARCHE DU TRAVAIL

Le gouvernement espagnol approuve un Plan afin d'encourager le retour des Espagnols ayant émigré pendant la crise économique. Le Conseil des Ministres a approuvé fin mars un Plan de Retour en Espagne (« Plan de Retorno ») visant à faciliter le retour des talents espagnols. Le Plan dispose d'un budget de 24 M€ pour 2019 et 2020 et propose une série de 50 mesures, avec notamment la réduction des cotisations sociales pour les travailleurs indépendants qui décident de revenir en Espagne pour entreprendre, ou encore la mise en place d'un guichet unique et d'un service spécifique d'orientation et de recherche d'emploi. Une partie importante des mesures cible la recherche puisque le plan prévoit également une hausse du budget consacré à la R&D et du nombre de postes de chercheurs et de personnels universitaires.

¹ Par ailleurs, la dette extérieure brute de l'Espagne reste stable (2 014 Md €, soit 167 % du PIB au T4 2018, contre 2 004 Md € au T4 2017, soit 168 % du PIB).

² -35 % du PIB selon la Procédure de déséquilibres macroéconomiques excessifs de la Commission européenne.



FINANCES PUBLIQUES

L'Espagne notifie à Bruxelles un déficit de 2,6 % pour 2018 et sortira du « bras correctif » de la procédure de déficit excessif. Le Contrôleur Général de l'État (IGAE) a annoncé un déficit de -31,8 Md € en 2018 contre -35,9 Md € en 2017. L'Espagne réduit ainsi son déficit de 0,5 point de PIB et passe sous la barre des 3 %, malgré le dérapage par rapport à la cible établie par le Conseil de l'UE (-2,2 %). Tiré par la hausse du recouvrement des principaux impôts³, le ratio de recettes par rapport au PIB s'élève à 38,8 % (+0,9 p.p. par rapport à 2017), alors que le ratio de dépenses enregistre une hausse plus modérée (+0,4 p.p.) pour s'établir à 41,4 %. Par strate administrative, c'est principalement l'amélioration du solde de l'Administration centrale qui explique l'évolution favorable du déficit par rapport à 2017 (Cf. *Tableau 1*).

L'AIREF établit sa prévision de déficit pour 2019 à 2,1 % du PIB. L'autorité de contrôle budgétaire corrige légèrement sa prévision de fin janvier (-0,1 p.p.), suite notamment au refus parlementaire du Budget 2019. Par rapport à un scénario d'approbation du Budget, les recettes certes diminuent de 2,9 Md €, mais elles sont plus que compensées par des dépenses de 3,7 Md € en moins. Ce dernier montant correspond à la hausse de 5,3 Md € budgétée, ajustée des dépenses prises par décret-royal (1,5 Md €)⁴. Par ailleurs, les données favorables du recouvrement sur les premiers mois de l'année et le déficit finalement enregistré en 2018 (2,6 % du PIB, -0,1 p.p. par rapport aux prévisions) contribuent aussi favorablement à la révision de la prévision de déficit. À noter que l'Administration centrale serait la seule contributrice à la réduction du déficit total et les autres strates de l'Administration enregistreraient le même solde qu'en 2018 (Cf. *Tableau 2*).

La dette publique se réduit légèrement en 2018. D'après les données de la Banque d'Espagne, la dette des Administrations publiques espagnoles selon le mode de calcul européen utilisé dans le cadre de la Procédure de Déficit Excessif (PDE) s'établit à 1 174 Md € fin 2018 (soit 97,2 % du PIB), contre 1 144 fin 2017 (soit 98,1 % du PIB). Par niveau de l'Administration, le ratio d'endettement par rapport au PIB reste stable pour l'Administration centrale, s'améliore pour les Communautés autonomes et pour le niveau local et augmente pour la Sécurité sociale (Cf. *Tableau 1*).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

La Banque d'Espagne invite les banques espagnoles à poursuivre leurs efforts pour améliorer leur résilience. Dans son rapport annuel de supervision bancaire, la Banque d'Espagne souligne les progrès effectués par les banques espagnoles en matière de réduction des actifs improductifs dans les bilans. Néanmoins, le poids de ce type d'actifs demeurant supérieur aux niveaux d'avant-crise, elle appelle à « poursuivre les efforts ». Par ailleurs, elle souligne que les ratios de « capital de qualité supérieure » sont parmi les plus faibles de la zone euro, malgré une capitalisation totale supérieure à la moyenne de l'UE. Elle plaide enfin pour une adaptation à un cadre marqué par les progrès technologiques et par l'apparition de nouveaux acteurs, pour l'amélioration de la rentabilité, sans pour autant assouplir les exigences pour l'octroi de crédits et pour le renforcement de la réputation du secteur en écartant des conduites inappropriées.

Les pertes de la Sareb s'élèvent à 878 M € en 2018 (+55 % par rapport à 2017). La Société de gestion des actifs procédant de la restructuration bancaire (Sareb), qui avait intégré la partie la plus toxique des actifs immobiliers du système bancaire espagnol, attribue ces pertes en grande partie à l'augmentation des coûts financiers de la dette (+22 %) ainsi qu'à la « forte concurrence sur le marché institutionnel ». La société a vendu l'année dernière 21 152 immeubles (+12 %) mais ses revenus totaux sont en baisse (-5 %) pour atteindre 3,7 Md €.

Santander investira 20 Md € dans la numérisation. La banque espagnole a présenté début avril les principaux axes de son nouveau plan stratégique pour les années à venir, reposant principalement sur l'accélération de la numérisation, la réduction des coûts et une meilleure allocation du capital. Le groupe investira 20 Md € sur 4 ans pour développer la numérisation et vise une réduction annuelle de 1,2 Md € de ses coûts opérationnels -soit une baisse de 10%- , majoritairement en Europe.

MARCHES FINANCIERS

L'ICO lance sa première émission d'obligations vertes pour 500 M €. L'Institut de Crédit Officiel a lancé pour la première fois début avril une émission d'obligations vertes, pour un montant de 500 M € et une durée de 5 ans, avec un différentiel d'intérêt par rapport à la dette souveraine de 7 points de base. La demande s'est élevée à 3,4 Md € ; l'émission a été coordonnée par BNP Paribas, le Crédit Agricole, ING et Santander.

L'activité des fonds souverains dans le monde se tourne de façon croissante vers le financement de startups et d'entreprises technologiques, selon le rapport « Sovereign Wealth Funds 2018 ». Elaborée par IE University et ICEX-Invest

³ Le recouvrement de l'IRPF a augmenté de 7,6 %, celui de l'impôt sur les sociétés de 10,2 % et la TVA de 10,3 %.

⁴ Ces dépenses de 1,5 Md € correspondent à la revalorisation extraordinaire des retraites (588 M€), aux aides pour la cotisation des aidants aux dépendants (315 M€), au rétablissement de l'aide chômage aux travailleurs âgés de plus de 52 ans (242 M€), à l'allongement du congé de paternité de 5 à 8 semaines (225 M€) et au revenu vital minimum (138 M€).



in Spain et présentée au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme fin mars, l'étude montre que les investissements des fonds d'État se concentrent toujours dans les services financiers et l'immobilier, mais qu'ils se tournent de façon croissante vers les nouvelles technologies, notamment dans la santé ou les sciences du vivant. Les pays de destination des investissements restent majoritairement les États-Unis, la Chine et l'Inde. En Espagne, les fonds souverains ont investi pour la seconde année consécutive en 2018 pour plus de 1 Md €, principalement dans les infrastructures, la logistique et l'immobilier, élevant ainsi le stock d'investissements reçus à plus de 40 Md €.

SECTEUR ASSURANTIEL

L'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) nomme l'Espagnol Sergio Álvarez membre de son Conseil d'administration. Sergio Álvarez est Directeur Général en charge des assurances et fonds de pension au sein du ministère de l'Économie. Il rejoindra l'AEAPP pour une période de deux ans et demi, prolongeable une fois. C'est la première fois qu'un Espagnol intègre l'organe de direction du superviseur européen.

Tableau 1 – Solde budgétaire et dette publique des Administrations publiques (2017-2018)

	2017				2018			
	Déficit		Dette		Déficit		Dette	
	Md €	% PIB	Md €	% PIB	Md €	% PIB	Md €	% PIB
Administration centrale	-22,0	-1,9	1 011	86,7	-18,2	-1,5	1 048	86,7
Communautés autonomes	-4,2	-0,4	288	24,7	-2,8	-0,2	293	24,3
Administration locale	7,1	0,6	29	2,5	6,3	0,5	26	2,1
Fonds de la Sécurité sociale	-16,8	-1,4	28	2,3	-17,1	-1,4	41	3,4
Total	-35,9	-3,0	1 144	98,1	-31,8	-2,6	1 174	97,2
Ressources non financières	442,2	37,9			468,8	38,8		
Emplois non financiers	478,1	41,0			500,6	41,4		

Sources : [Contrôleur général de l'État \(IGAE\)](#) et [Banque d'Espagne](#)

Tableau 2 – Solde budgétaire des Administrations publiques (2018-2019)

	Clôture 2018	Objectifs 2019	Prévisions 2019 AIREF
Administration centrale	-1,5	-0,3	-1,0
Communautés autonomes	-0,2	-0,1	-0,2
Administration locale	+0,5	0,0	+0,5
Fonds de la Sécurité sociale	-1,4	-0,9	-1,4
Total	-2,6	-1,3	-2,1

Source : [AIREF](#)

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Thiphanie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.